



Commune de TERNAY : conseil municipal du 16 janvier 2024

Accusé de réception en préfecture
069-216902973-20240117-DELIB24_I_01-DE
Date de télétransmission : 17/01/2024
Date de réception préfecture : 17/01/2024

Rapport d'orientations budgétaires

Exercice 2024

Pris en application de la loi portant
nouvelle organisation Territoriale de la
République (NOTRe) promulguée
le 7 août 2015

Et particulièrement en application de
l'Article 107 relatif à
Transparence et responsabilité
financière des collectivités territoriales





Contenu du débat d'orientations budgétaires

- Le débat d'orientations budgétaires est une **obligation** légale pour les communes de plus de 3 500 habitants. Le DOB doit avoir lieu dans les 2 mois précédant l'examen du budget.
- Le rapport faisant suite au DOB comporte :
 - l'environnement économique international et national;
 - les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement et en investissement;
 - les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget; concours financiers, fiscalité, tarification, subventions...;
 - La présentation des engagements pluriannuels - informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette et projets d'emprunt. Encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

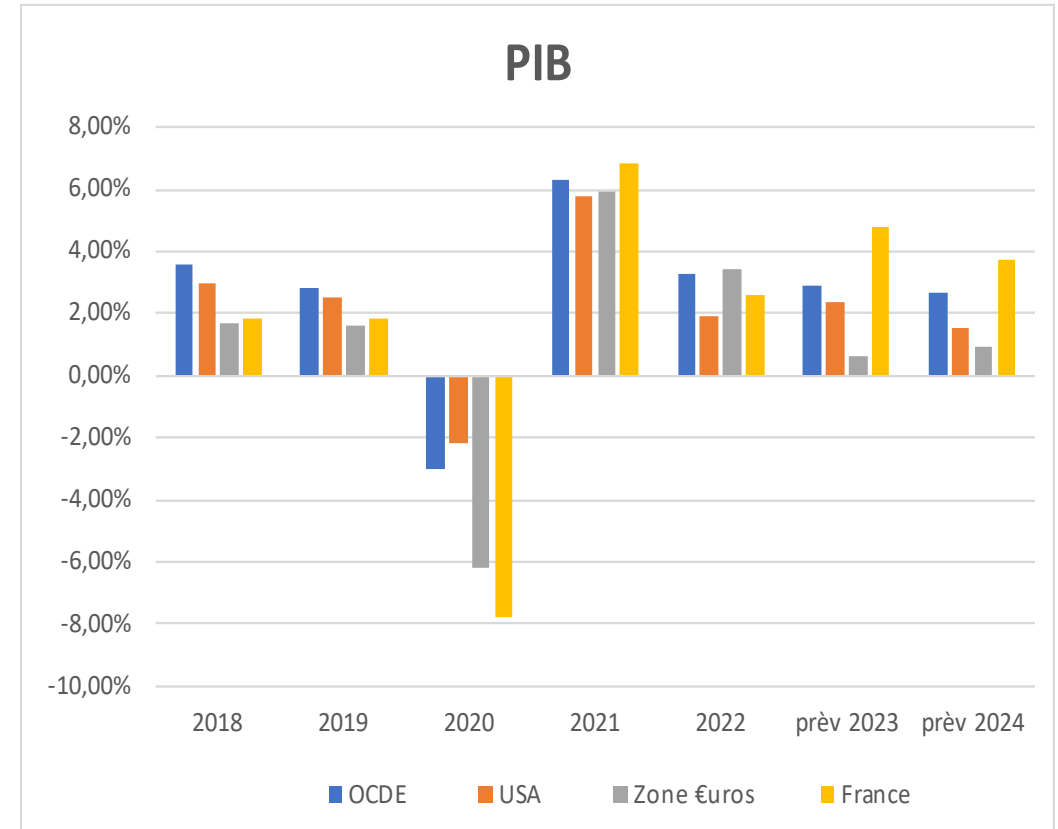


Environnement économique international et national

Notre environnement économique : Croissance modérée et contrastée

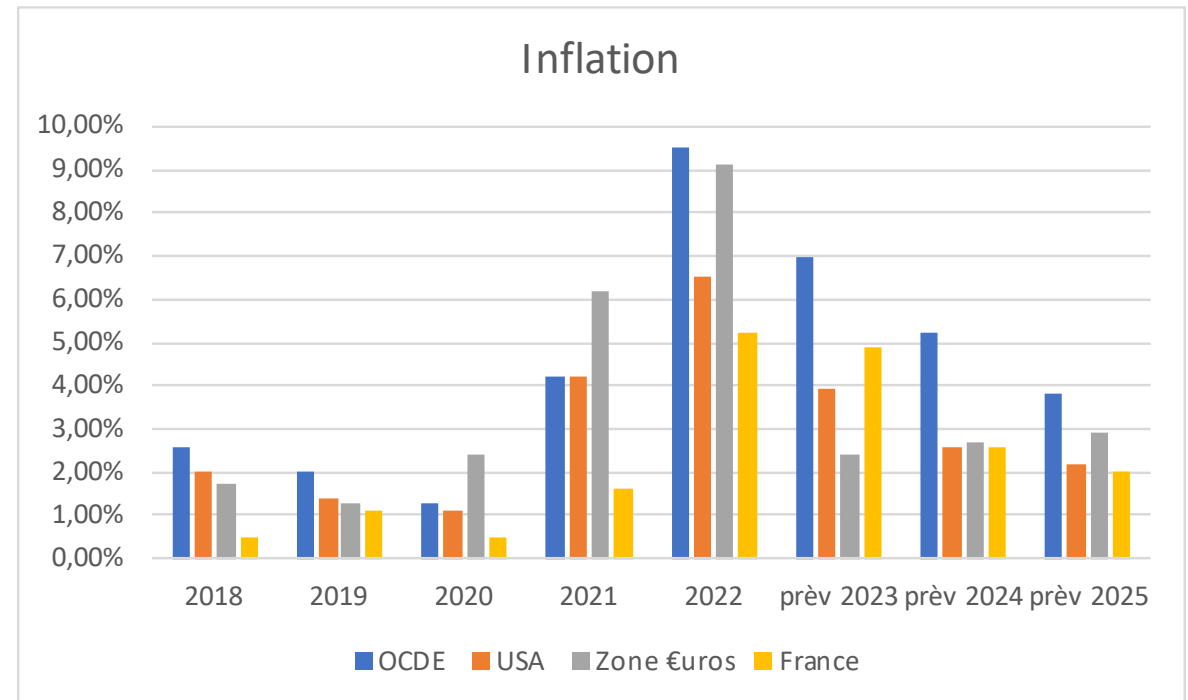
Dans un contexte mondial tendu:

- La résilience de l'activité des pays de l'OCDE surprend.
- En zone Euros la croissance est restée très faible en 2023 essentiellement marquée par un moral des consommateurs qui se dégrade.
- Après un fort ralentissement de l'activité économique en 2022, la croissance de la France enregistre de bonnes performances en matière d'exportation ainsi qu'un rebond de la consommation des ménages.



Scénario de désinflation

- Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par un niveau d'inflation élevé, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire pour une période encore prolongée.
- En zone €uro la baisse de l'inflation se confirme, les prévisions pour 2024 et 2025 restent encore fragiles.
- La désinflation en France est au cœur des perspectives économiques de 2024. Cela ne signifie pas baisse des prix mais seulement qu'ils progressent moins vite qu'en 2022. Nous ne reviendrons pas aux prix d'avant crise.





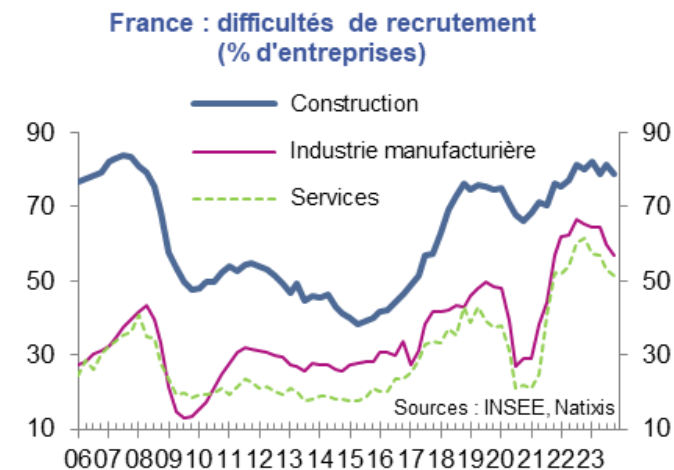
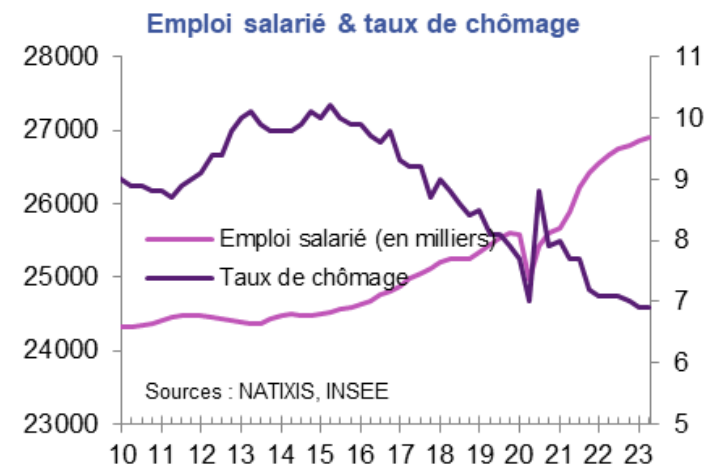
En France : les perspectives d'emploi

En 2023, l'évolution du marché du travail reste favorable malgré un ralentissement lié à la baisse de régime de l'activité économique. Le taux de chômage devrait se situer autour de 7,2% ;

En 2023, seule l'industrie a créé des emplois (+6 400) contre -18 600 dans le tertiaire et - 4 800 dans la construction.

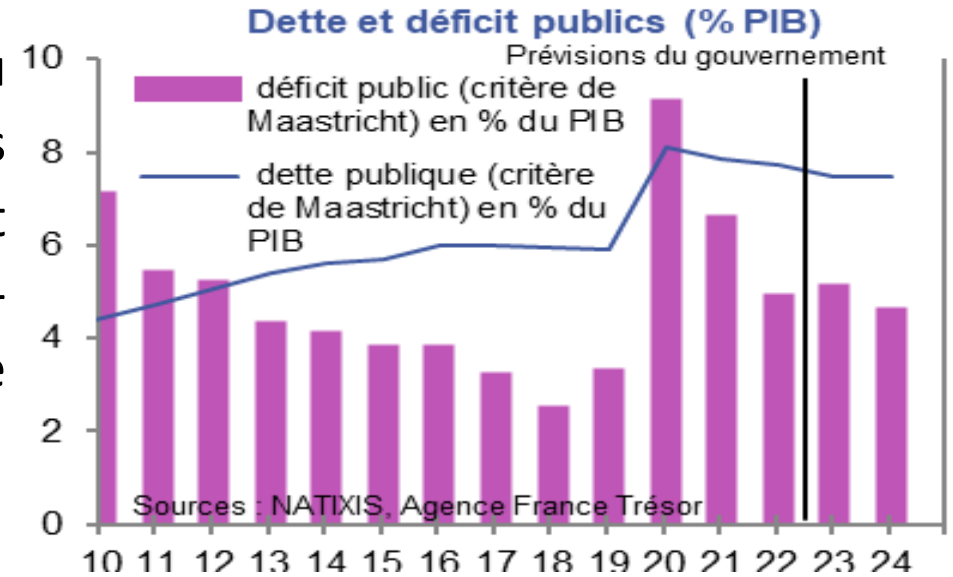
A l'horizon 2024, le ralentissement de la croissance économique ainsi que la baisse des soutiens à l'emploi dans les entreprises devraient contribuer à un ralentissement de l'emploi.

Points clés : Les entreprises recrutent moins mais conservent leur main-d'œuvre, malgré la dégradation de la conjoncture économique



France : Rétablissement des finances publiques (1)

En 2022, le déficit public s'est maintenu à un niveau élevé (-4,7% du PIB contre -3,1% en 2019) en raison des mesures de lutte contre l'inflation. Début 2023, il s'est stabilisé à -4,7% au T1 2023 et a légèrement diminué à -4,6% au T2, la barre symbolique des 3 000 milliards € de déficit ayant été franchie.



Le déficit et la dette publics, la fin des mesures liées aux crises sanitaires et énergétique devrait contribuer à la réduction du déficit public à -4,9% en 2023 et -4,4% du PIB en 2024 avec une baisse en 2023 de 7,1 milliards d'€ des dépenses publiques par rapport à 2022,

La fin du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité contribuera à une baisse des dépenses publiques de 14,8 milliards d'€ en 2024 mais hausse pour les ménages.

Maintien d'un déficit élevé (-2,7% à horizon 2027).



Les principaux points du P.L.F.2024

Le projet du gouvernement :

- Lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public. Ces objectifs s'inscrivent le projet de loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2023-2027

Les mesures pour les particuliers :

- Comme c'est le cas chaque année (hors 2012 et 2013) **revalorisation de 4,8% des tranches de l'impôt sur les revenus**
- **Indexation sur l'inflation des dépenses de prestations sociales** (allocations familiales, revenu de solidarité active..) + 18 millions € en 2024 : Les retraites +5,2% en 1er janvier 2024 et les minimas sociaux de l'ordre de 4,6% au 1er avril.
- **Reconduites des mesures en faveur des étudiants** prolongation du gel des droits d'inscription à l'université, des loyers dans les résidences universitaires....
- 600 millions d'euros **pour reconduire en 2024 "l'indemnité carburant travailleurs"**



Les principaux points du P.L.F.2024 suite

Mesures pour l'emploi, les entreprises, la transition écologique :

- 3,9 millions € d'aides à l'embauche d'alternants..
- Suppression de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** initialement programmée pour 2024 repoussée à 2027.
- Le PLF pour 2024 consacre **10 milliards € de crédits à la transition écologique Mesures pour les collectivités territoriales :**

- Augmentation des bases cadastrales de 3,9%
- La **dotation globale de fonctionnement (DGF)** est augmentée de 213 millions €. Les dotations de péréquation (qui vont aux collectivités les plus défavorisées) sont abondées de 220 millions €. La DGF 2024 de Ternay ne devrait pas évoluer.
- Possibilité pour les communes de plus de 3 500 habitants d'instaurer **un budget vert** et un état annexe dédié à leur dette verte



Les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement

Zoom sur les charges à caractère général

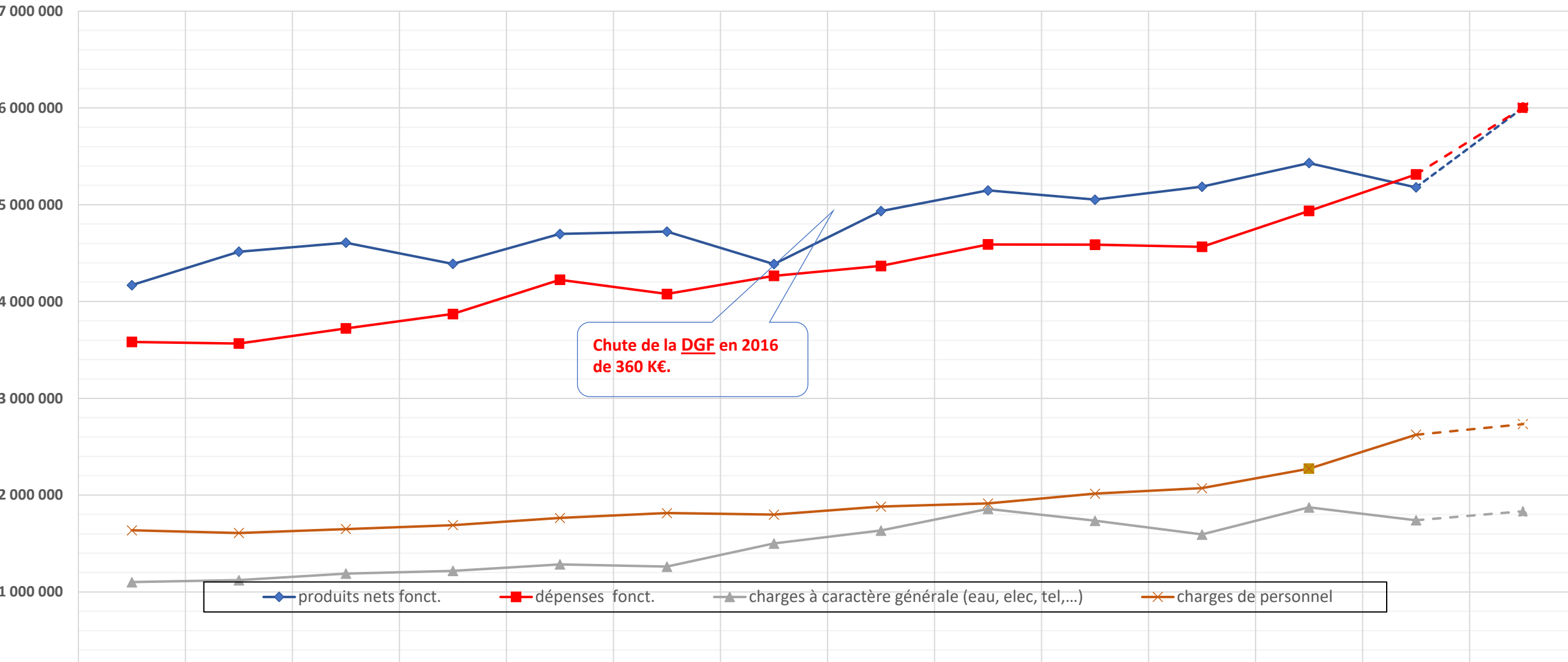
2023 : conformément au BP les structures de la mairie ont évolué pour une meilleure efficacité et un meilleur service pour les administrés :

- sécurité des biens et des personnes accrues par une police pluri communales
- systèmes informatiques modernisés, capacités de connexion améliorées déploiement de la fibre optique généralisé
- pool petite enfance, restauration scolaire, pool périscolaire et besoin en loisirs encadrés; demande en hausse. Mise en place d'une nouvelle tarification adaptée en fonction des revenus :
 - Mais maintien du repas à 1 € pour les familles les plus démunies



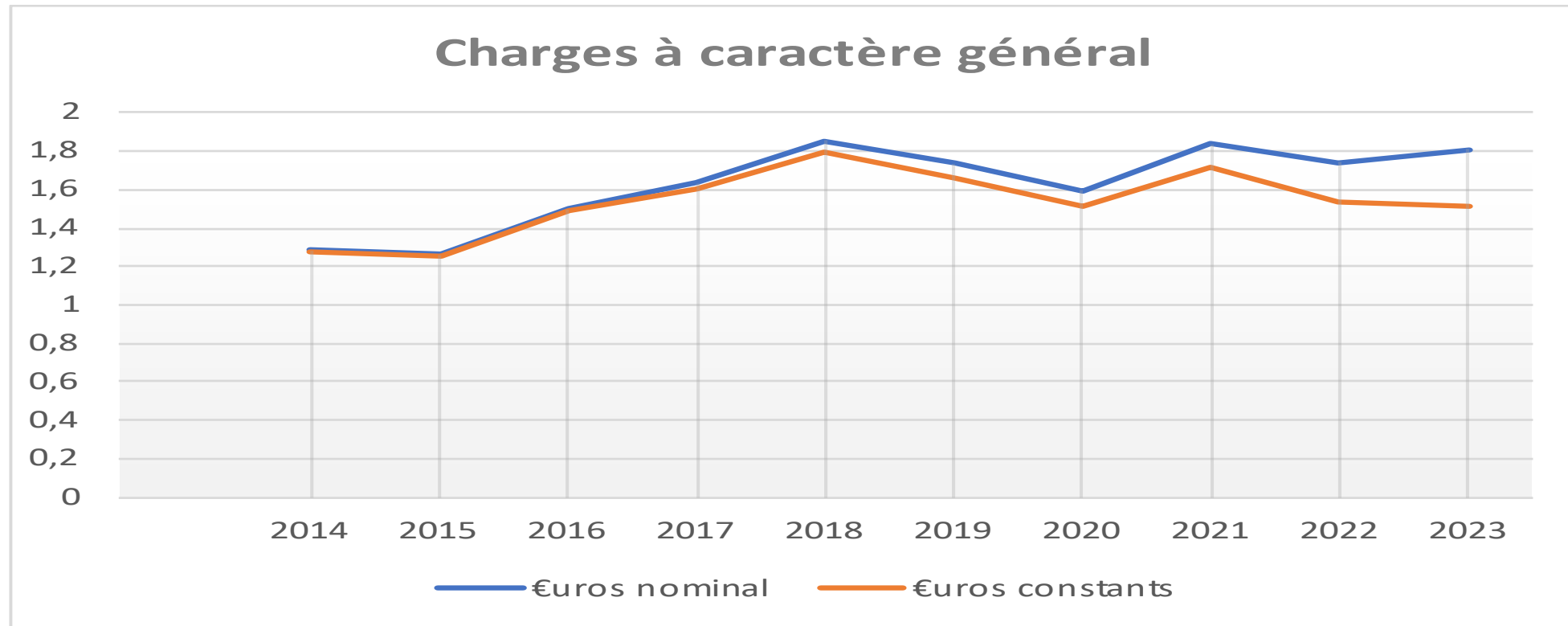
CA : produits et charges nets de fonctionnement

(hors excédents et hors transfert assainissement en € Courant inflation non retraitée)



Plan d'économie et optimisation recettes de fonctionnement

Toutefois il n'y a pas d'économie possible **sans culture anti-gaspillage**, le graphique ci-dessous montre que les charges à caractère général (dépenses où chacun de nous : élus agents territoriaux, avons une prise directe) sont en totales maîtrises : en constante augmentation jusqu'en 2019, ces dépenses en € constants (hors inflation) baissent depuis 2020.



Évolution 2024 des charges à caractère général

La collectivité est le cœur des enjeux d'entre aide et de solidarité :

- Maintien des efforts à la petite enfance ;
- Peri-scolaire: liste d'attente en constante augmentation le BP devra intégrer un animateur supplémentaire et tenir compte de l'augmentation de l'indice imposé par la CAF pour les animateurs. **Le reste à charge sup devra être répercuté au niveau des familles;**
- maintien du soutien aux associations (subventions et mise à dispositions sites);
- aide aux personnes en difficultés;

Le BP 2024 devra intégrer également :

- le taux d'inflation prévisionnel est de 3 % : **rappel désinflation ne signifie pas baisse des prix**
- la hausse de l'électricité annoncée par le SIGERLY avec un coefficient de 2,6 fois le coût de 2023, l'impact sur le BP sera d'environ + 250 k€ pour un coût total qui passera à 400 k€ contre 150 K€ à ce jour
- Rappel le passage en LED pour l'éclairage extérieur a permis 60 K€ d'économie (fiscalisé SIGERLY)
- les travaux de maintenance lourde au stade du Deves toujours d'actualité
- La poursuite de la mise en œuvre du plan d'économies élaborée en 2023

Plan d'économie et optimisation recettes de fonctionnement

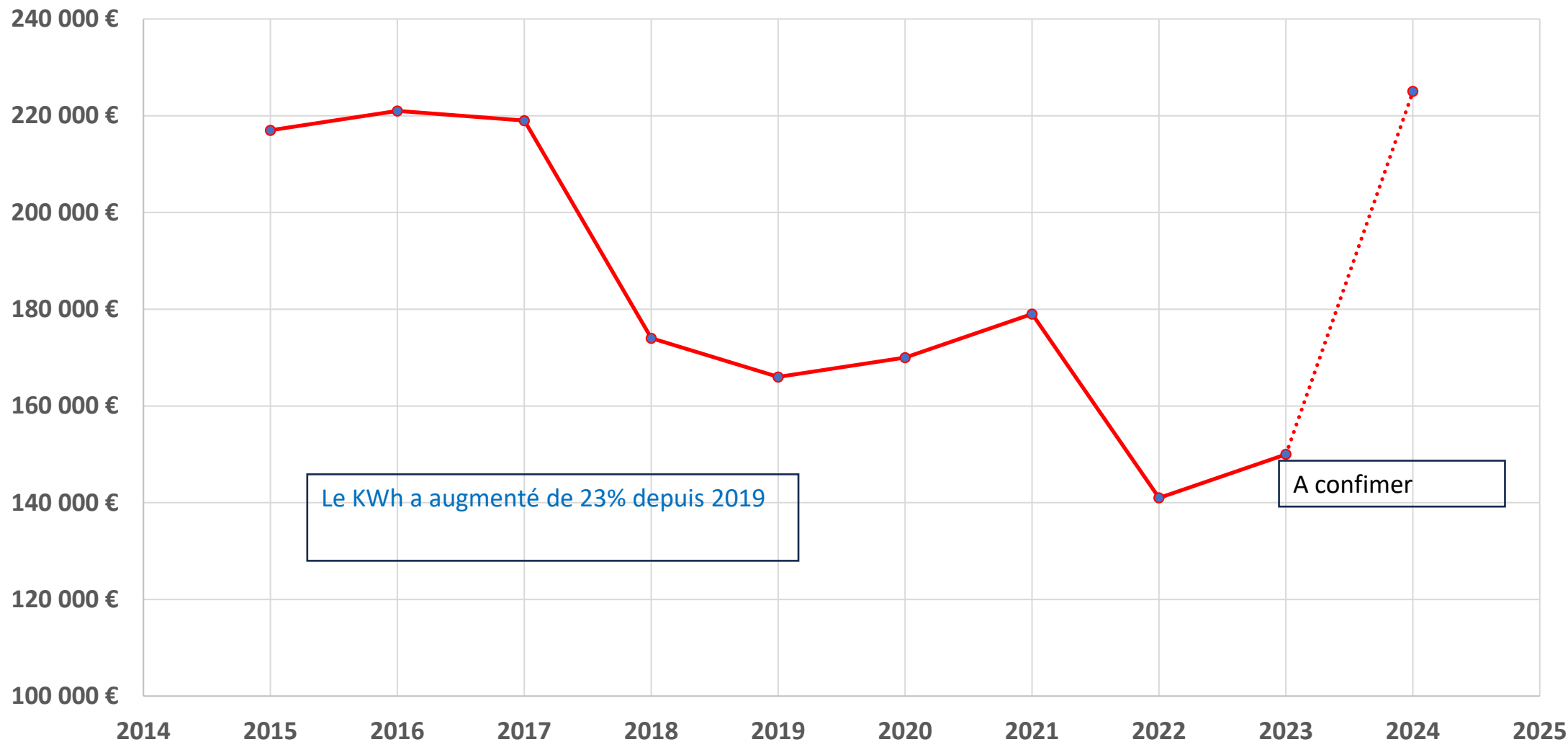
- **Un important plan d'économie et d'optimisation des recettes a été mis en œuvre en 2023 : IMPACT 2024**

- révision budgétaire périodique	→	permet un recadrage	
- Nouveaux marchés d'assurance	→	économie 2024	-45K€
- un nouveau contrat photocopieurs négocié avec TOSHIBA	→	économie 2024	-17 k€
- redéploiement ATSEM avec ALFA3A	→	économie 2024	- 6 k€
- appel au personnel intérimaire en nette diminution	→	économie 2024	-41 k€
- attention particulière sur les arrêts maladie	→	économie indirecte	
- actions sociales renégociées	→	économie 2024	- 5 k€
- produits ménagers (formation, contrats)	→	économie induite	
- téléphones fixes mobiles et internet marché ISOP	→	économie potentielle	-20 k€
- recrutement d'un économe (charge salariale neutre)	→	réduction forte conso EDF	
- réduction consommation d'électricité et gaz	→	Eclairage ext	-35K€ et-30K€
- optimisation des recettes auprès CAF petite enfance	→	plus 50 k€ en 2023 par rapport 2022	
- respect des délais de règlement de nos fournisseurs	→	confiance retrouvée	
- optimisation services rendus à la population	→	grâce au renforcement effectifs	

Ces montants s'ajoutent aux économies réalisées depuis 2020



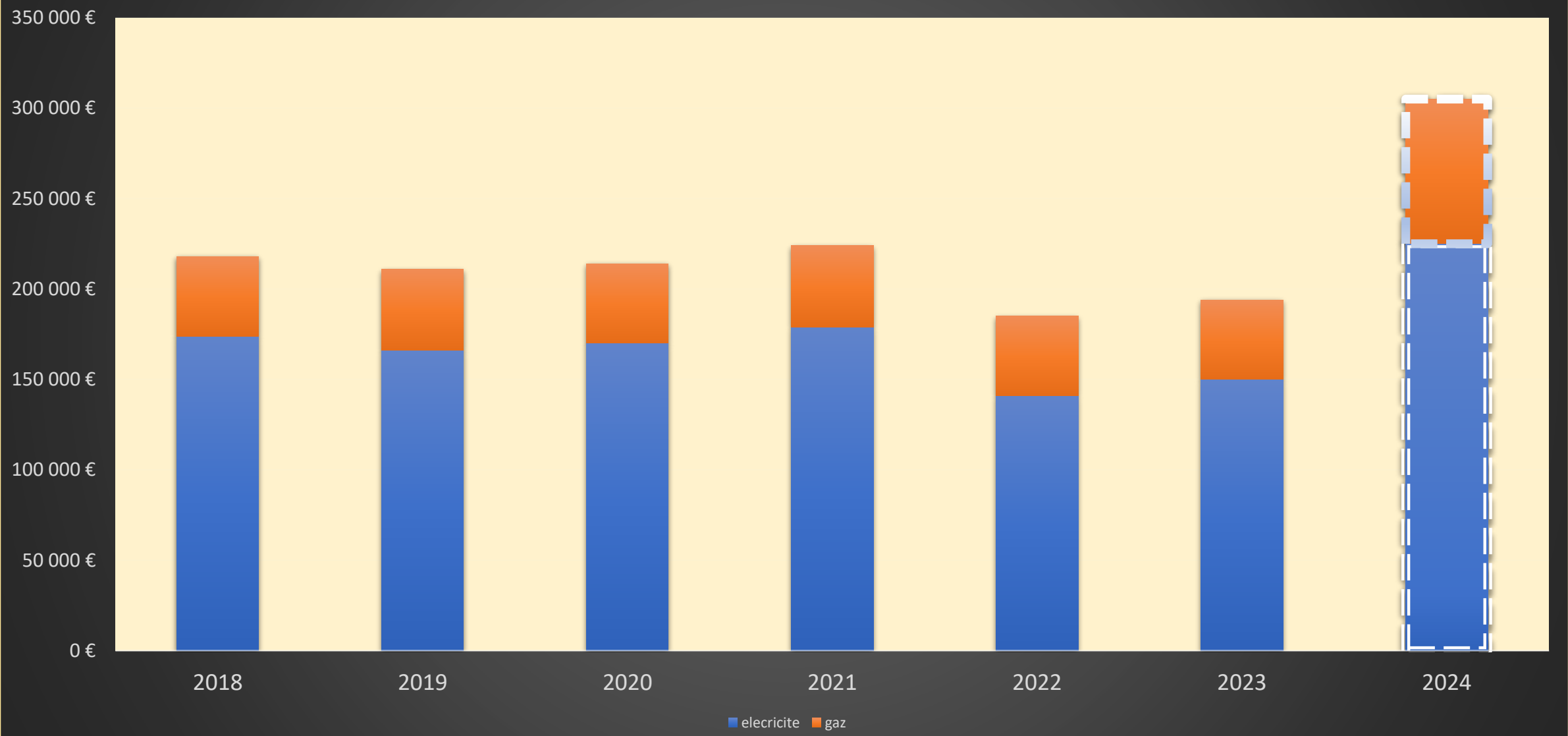
Dépenses en énergie



Le KWh a augmenté de 23% depuis 2019

A confirmer

Mairie de Ternay. Conso gaz elec





Zoom sur la masse salariale et évolution

La masse salariale 2023 s'élèvera à 2,7 Millions € conforme au BP

En 2024 les prévisions sont à plus de 2,9 Millions € expliqué par le tableau suivant:

Le recrutement d'un responsable CTM par anticipation	60 000
Obligation d'augmenter de 5 points le salaire des agents + une hausse du point d'indice sur l'année complète	50 000
Hausse salariale des auxiliaires du Puériculture pour maintenir le service de Crèche	25 000
Econome de flux mutualisé	20 000
Evolution interne des agents	30 000
Absentéisme important (# 15%)	
TOTAL	185 000

On notera, que le coût par habitant de la masse salariale sera de 456 € fin 2023 nettement inférieur à la strate nationale 2022 de 582 € On notera aussi qu'il convient de défalquer 1,5 policiers payés par Ternay mais Communay rembourse la dépense, soit 82 000€ en 2023,

Évolution de nos recettes de fonctionnement

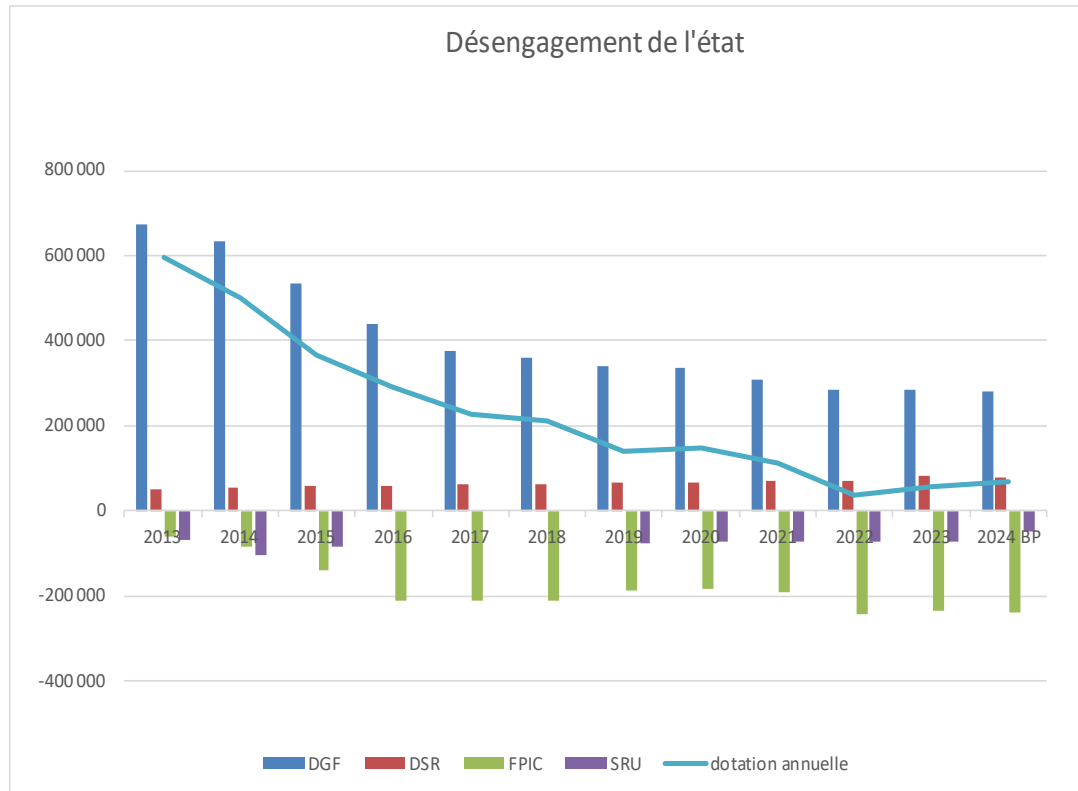
- les produits des services prévus au BP à 450 k€ seront légèrement supérieur à 500 k€, en 2024 ces produits intégreront la révision des cotisations du périscolaire environ 30 k€
- les recettes liées aux impôts et taxes seront conformes à nos prévisions à environ 4 500 k€ avec les particularités suivantes :
 - la taxe foncière estimée à 3 054 k€ avoisinera les 3 100 k€ en 2023 ,
 - pour rappel l'impact de la hausse des taux et des bases cadastrales a été de 454 k€ en 2023
 - pour 2024 le gouvernement annonce une hausse des bases cadastrales **de 3,9% soit une augmentation de la recette fiscale de 120 k€**
 - l'attribution de compensation CCPO a progressé de 221 k€ en 2023, elle restera stable en 2024
 - La taxe additionnelle aux droits de mutations estimée au BP 2023 à 350 k€ s'établira fin 2023 autour de 240 k€, cette baisse liée à la crise immobilière devra être appréhendée dans le BP 2024
 - les subventions diverses attribuées par la CAF au titre de la petite enfance budgétées au BP 2023 pour 240 K€ s'élèveront à 322 k€ rendu possible par l'étoffement de nos effectifs.

En conclusion : le résultat de fonctionnement

BUDGET FONCTIONNEMENT en K€	BP 2023	estimation CA 2023		perspective 2024
		maxi	mini	
charges à caractère général	1 813	1 800	1 700	1 900
charges de personnel	2 732	2 727	2 727	3 000
amortissements	315	229	229	300
autres charges de gestion courante	411	410	410	450
charges financières	46	43	45	67
charges exceptionnelles	7	0	0	7
SRU + FPIC	282	255	255	230
PRC solde litige Léo Lagrange			68	
charges de fonctionnement	5 606	5 464	5 434	5 954
remboursement congés maladie	60	55	55	50
produits des services	450	504	504	450
impôts et taxes	4 498	4 455	4 455	4 575
dotation subvention et participations	685	830	830	829
autres produits de gestion courante (loyers)	39	30	40	40
produits exceptionnels	0	17	17	7
opération d'ordre	3	3	3	3
produits de fonctionnement	5 735	5 894	5 904	5 954
résultat de fonctionnement de l'année	129	430	470	0
résultat de fonctionnement cumulé	396	826	866	entre 800 et 900 k€

Le désengagement de l'état a été stoppé en 2023, toutefois pour de 2013 à 2024 :

- la baisse de la péréquation verticale (DGF) représentera une perte sèche de 3,2 Md€
- la hausse de la péréquation horizontale (FPIC) représentera une perte sèche de 2,0 Md€



DGF		DSR	
2013	672 917,00 €		52 438,00 €
2014	632 679,00 €	-40 238,00 €	53 713,00 €
2015	536 073,00 €	-136 844,00 €	56 720,00 €
2016	440 486,00 €	-232 431,00 €	59 299,00 €
2017	377 209,00 €	-295 708,00 €	61 322,00 €
2018	360 210,00 €	-312 707,00 €	63 825,00 €
2019	339 132,00 €	-333 785,00 €	65 029,00 €
2020	337 055,00 €	-335 862,00 €	66 394,00 €
2021	308 892,00 €	-364 025,00 €	68 417,00 €
2022	283 073,00 €	-389 844,00 €	70 039,00 €
2023	282 892,00 €	-390 025,00 €	81 673,00 €
estimation 2024	280 000,00 €	-392 917,00 €	80 000,00 €
		-3 224 386,00	

FPIC (prise en compt CCPO non déduite)		SRU	
2012	18 161,00 €		
2013	59 201,00 €	-41 040,00 €	68 862,00 €
2014	82 873,00 €	-64 712,00 €	102 947,00 €
2015	138 897,00 €	-120 736,00 €	86 284,00 €
2016	211 033,00 €	-192 872,00 €	compensé terrain Pétra
2017	211 033,00 €	-192 872,00 €	compensé terrain Pétra
2018	211 033,00 €	-192 872,00 €	compensé terrain Pétra
2019	186 102,00 €	-167 941,00 €	77 858,20 €
2020	184 948,00 €	-166 787,00 €	71 120,16 €
2021	193 242,00 €	-175 081,00 €	71 474,68 €
2022	243 559,00 €	-225 398,00 €	72 731,27 € estime
2023	236 319,00 €	-218 158,00 €	73 543,19 €
estimation 2024	240 000,00 €	-221 839,00 €	50 000,00 €
		-1 980 308,00 €	
ressources en moins depuis 2012		-5 204 694,00 €	



Les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en investissement



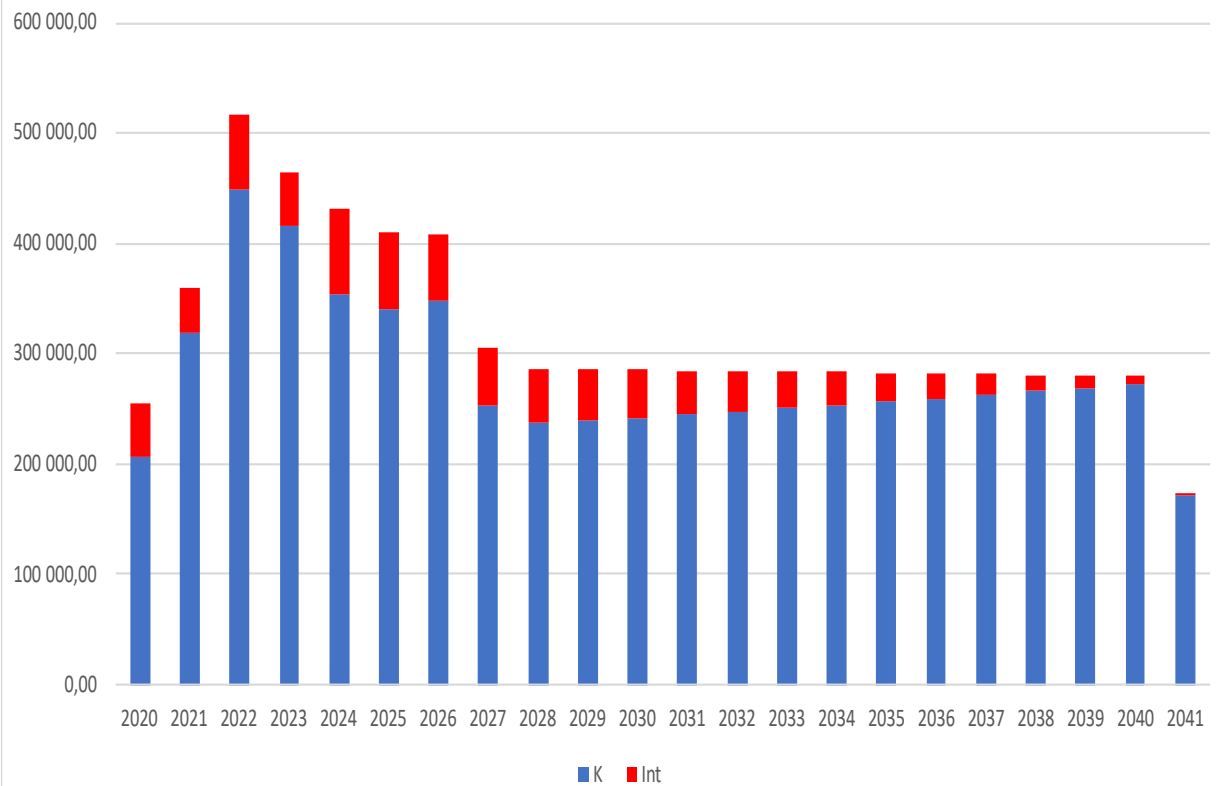
BUDGET INVESTISSEMENTS en K€		BP 2023	estimation CA 2023	perspective 2024
D E P E N S E S	opération d'ordre	3	3	3
	remboursement emprunts	570	452	354
	immo incorporelles (études...)	146	136	
	subventions versés bailleurs sociaux	70	36	80
	immo corporelles *	1 502	917	1 500
	immo en cours	210	11	
	charges d'investissement	2 501	1 555	1 937
R E C E T T E S	amortissements	315	229	300
	FCTVA	250	434	100
	taxe d'aménagement	150	173	150
	subventions reçues	200	300	400
	emprunts	69	0	0
	produits d'investissement	984	1 136	950
	résultat d'investissement de l'année n-1	1 121	1 121	702
réultat d'investissement cumulé	-396	702	-285	
rappel résultat de fonctionnement	396	826	800	
résultat cumulé	0	1 528	515	
* reste à réaliser inclus au 31/12/2023			334	

Nos projets en K€	
maison TORCY	700
écoles	115
complexe sportif	155
informatique	30
travaux batiments publics	125
CTM Chassagne	50
grand clos	20
foyer rural centre commercial	120
sécurité intérieure	120
Réseau EP	160
Prieuré jardin des moines	250
Prieuré décroustage	225
	2 070

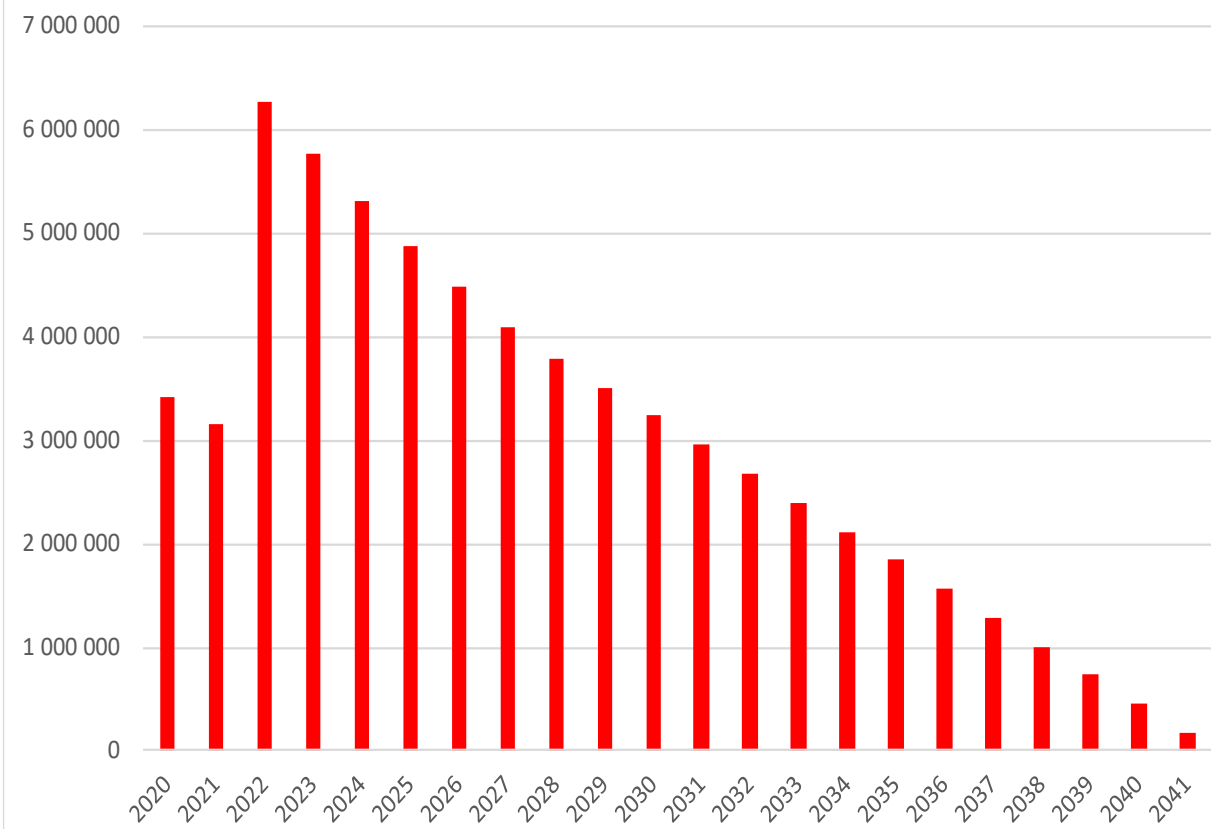


Pour soutenir ces investissements : un endettement nécessaire mais raisonnable (2)

Amortissement de la dette



Endettement en K+I



Pour soutenir ces investissements : un endettement nécessaire mais raisonnable (1)

Capital emprunté	montant	Taux	date contrat	dernier loyer
Caisse d'épargne	500 000,00	4,62%	2008	2022
Caisse d'épargne	440 000,00	4,35%	2008	2023
Caisse d'épargne	1 000 000,00	4,28%	2007	2027
Caisse d'épargne	250 000,00	3,90%	2010	2024
Caisse d'épargne	500 000,00	4,67%	2011	2026
Caisse d'épargne	2 000 000,00	0,50%	2020	2040
Caisse d'épargne	3 000 000,00	1,43%	2022	2041

Le débat

TERNAY

Une ville à vivre

